Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- Vu le Code général des collectivités territoriales et plus spécialement son article L. 1524-1 ;
- Vu le Code de commerce et plus spécialement son article L. 225-129-2 ;

d'autoriser son représentant aux assemblées générales de la SPL d'efficacité énergétique (SPL OSER) à voter en faveur de la délégation par l'assemblée générale au conseil d'administration de l'organisation d'augmentations de capital ayant les caractéristiques suivantes :

- o Montant maximum global des augmentations : quatre millions d'euros (4 000 000 d'euros) ;
- o Durée maximum de la délégation : 26 mois ;
- o Ladite délégation comportant pouvoir pour le conseil d'administration, à l'occasion de chaque augmentation, de modifier les deux premiers alinéas de l'article 6 CAPITAL SOCIAL – APPORTS des statuts afin d'y faire figurer le nouveau capital qui résultera de chaque augmentation réalisée dans le cadre ci-dessus autorisé, ainsi que le troisième alinéa de l'article 14 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION afin de pouvoir attribuer aux actionnaires participant aux augmentations tout siège d'administrateur qui pourra résulter de la proportion de capital qu'ils détiendront, soit individuellement, soit en augmentant le nombre de sièges attribués à l'assemblée spéciale.

M. BILLET.-

Le nombre de projets de rénovation thermique des bâtiments publics est en forte croissance et un certain nombre de communes adhèrent à nouveau à la SPL, ce qui amène à augmenter le capital de celle-ci à hauteur de 4 millions d'euros, augmentation souscrite par les collectivités locales qui soit entrent pour la première fois dans le capital, soit réalisent des travaux, ce qui sera notre cas, si le Conseil Municipal le valide, dans le cadre de la rénovation thermique de l'école des Romains. Si nous allons au bout de ce projet, une partie de ce capital sera souscrite par la Ville d'Annecy.

L'idée est de souscrire à hauteur de 10 % du coût des travaux réalisés par la SPL sur le territoire de chacune des municipalités. Imaginons que nous allions au terme de ce projet sur l'école, l'ordre de grandeur des travaux est *a priori* de 3 à 4 millions d'euros, ce qui voudrait dire que nous souscririons au capital à une hauteur de 400 000 euros. Il faut d'abord délibérer sur les travaux, la Commission d'Appel d'Offres n'a pas encore statué.

Mme ANDRE-LAURENT.-

Comme je siège au titre de la Région au sein de cette SPL, je ne prendrai pas part au vote.

M. BEXON.-

J'avais écouté une vidéo d'une conseillère régionale UMP et Républicains sur la SPL OSER. Maintenant qu'Auvergne Rhône-Alpes est dirigée par des élus de la nouvelle majorité, les Républicains et l'UDI, qu'en est-il du devenir de la SPL ? Parce que l'attaque était assez violente. Je ne voudrais pas que l'on vote quelque chose alors que l'on n'est pas sûr du devenir de cette société.

Il y avait d'ailleurs des arguments qui étaient assez intéressants.